

Appel de l'AG IdF des établissements en lutte
EN RECONDUISANT LA GREVE DU 15 MAI, NOUS POUVONS GAGNER
POUR L'ECOLE, ET AU DELA POUR LES SERVICES PUBLICS

La mobilisation contre le projet Darcos - Sarkozy de liquidation du service public d'éducation, s'est étendue à de nombreuses régions malgré les congés décalés et la répression vis-à-vis des lycéens, dont nous demandons l'arrêt et la levée de toutes les sanctions.

Commencée en février/mars dans le 77 et le 93, d'abord portée par l'AG Ile-de-France, puis rejointe massivement par les lycéens à partir de la fin mars, cette lutte, qui devient nationale, est soutenue par l'opinion à 65 %, et relayée par les médias. Le Pouvoir multiplie les insultes et les provocations vis à vis des lycéens et des personnels, pour retarder le moment où il devra reculer, en comptant sur la proximité des examens. D'autant que la situation sociale générale fragilise encore ce pouvoir complètement discrédité : lutte des travailleurs sans papiers, grèves dans les ports et dans les entreprises privées...

C'est le moment de frapper fort, les examens approchent les lycéens ont plus de mal à se mobiliser. Il y a urgence à passer à un mouvement de grève reconductible, et la responsabilité des syndicats est d'y appeler, si nous voulons que tout ce que nous avons déjà fait débouche et ne pas avoir à le refaire chaque année.

-en étant massivement en grève le jeudi 15 mai et en reconduisant la grève à partir du 16 et en demandant à toutes les organisations syndicales de l'Education nationale d'appeler clairement à reconduire à partir du 16.

Si la grève est reconduite dans l'éducation ce sera une base pour le développement de la mobilisation dans la fonction publique

-en maintenant l'unité avec les lycéens, les parents d'élèves, à la base dans les établissements, les AG de villes et départementales, et en contribuant au succès de leurs initiatives.

-en se donnant les moyens de faciliter la mobilisation des lycéens et des parents par l'engagement des enseignants que les jeunes ne seront pas pénalisés par le mouvement dans leur étude. L'AG IdF demande au ministère de reporter les examens d'ores et déjà concernés par la mobilisation (BTS, BEP...)

-en continuant à contribuer à la coordination des luttes au niveau national avec la tenue de la troisième réunion des établissements et des AG départementales en lutte le 17 mai à 18 h, au 8 impasse Crozatier 75012 PARIS.

C'est dans le cadre d'un mouvement reconductible que les 18, 22 et 24 mai - s'inscriront dans le développement de la mobilisation pour gagner sur les revendications :

- **Refus, dans tous les secteurs, des suppressions de postes et des heures supplémentaires** : et donc des sureffectifs, des suppressions de classes et de filières, d'options, de dispositifs d'aide (soutien, RASED...) ; maintien de tous les BEP et retrait de bacs pro en 3 ans. Création de tous les postes nécessaires (profs, vie scolaire, orientation, médicaux, sociaux, TOS, remplacement, renforcement des moyens des RASED...)
- **Refus de la casse de l'école publique et des statuts des personnels** : refus de la réforme Darcos du 1^{er} degré, des nouveaux programmes, du soutien scolaire imposé, des stages de vacances... ; abandon du rapport Pochard, de l'augmentation et de l'annualisation du temps de service, du « travailler plus pour gagner plus », augmentation des salaires pour tous ; retrait des projets de loi cassant la fonction publique (suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires) ; titularisation des précaires. Maintien et amélioration de la carte scolaire et des moyens en ZEP

- permettront une réelle extension fonction publique et interprofessionnelle

Prochaine AG IdF jeudi 15 mai, à 17 h 30, Bourse du Travail de Paris, 3 rue du Château d'Eau,

Réunion du collectif d'animation, ouverte à tous, mardi 13 mai à 18 h, au même endroit.

Contact : ag.idf@mlfree.fr